

NÉOLIBÉRALISME

LIBRE

DECLARATION DES DROITS ET DU CITOYEN

ARTICLE PREMIER

Les Français, nés libres et égaux en droits, sont restés tels. Les droits naturels et imprescriptibles de l'homme sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression. Ces droits sont garantis par la loi. Le principe de toute souveraineté réside dans la nation; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. Toute séparation des pouvoirs est nuisible à la liberté de la nation.

ARTICLE PREMIER

LES hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme: la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression. Le principe de toute souveraineté réside dans la nation; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. Toute séparation des pouvoirs est nuisible à la liberté de la nation.

TOUT homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable pour l'ordre public, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

XI.
LA libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sans être tenu de répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

XII.
LA garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

XIII.
Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre les citoyens en raison de leurs facultés.

XIV.
LES citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

XV.
LA société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.
XVI.
TOUTE société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.
XVII.
LES propriétés étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

AUX REPRESENTANTS

DU PEUPLE FRANCOIS